

## AKTUELL

DÉI LÉNK

# Eloge du travail

Raymond Klein

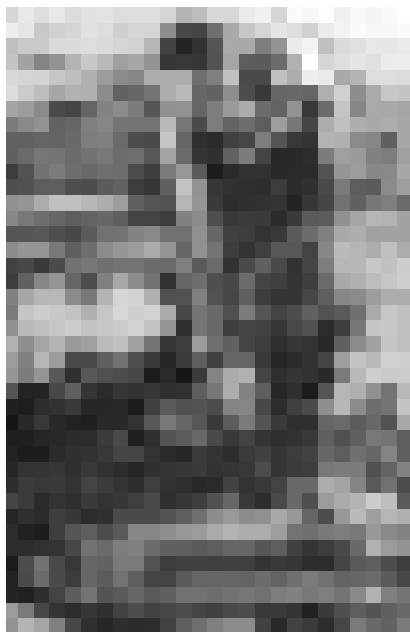
**Les droits des travailleurs sont bafoués en temps de crise. Face à cela, le parti Déi Lénk a formulé une série de revendications sur lesquelles il compte faire campagne.**

En ces temps de crise, la plupart des forces politiques mettent en avant leurs stratagèmes offensifs pour une relance: le CSV mise sur une reconversion du private banking, le LSAP propose plus de diversification économique, le DP réclame une dérégulation et les Verts vantent la croissance écologique. Déi Lénk, en lançant une campagne à connotation défensive intitulée « Notre travail, nos droits », se démarque donc du mainstream politique. Le parti de gauche radicale tente ainsi de répondre aux soucis immédiats de la population. Ou d'une partie d'entre elle, car ceux et celles chez qui « la crise n'est pas encore arrivée » peuvent tranquillement raisonner sur les mérites comparés d'une relance par la demande ou par l'offre.

Lors du congrès du 13 décembre, Déi Lénk a donc adopté un document résumant les revendications et intitulé « Le plein emploi comme réponse à la crise ». Cependant, le texte n'explique nullement en quoi le plein emploi peut contribuer à surmonter la crise, mais insiste simplement sur l'importance du droit au travail. Et de constater: « L'économie de marché n'est pas capable de garantir les droits fondamentaux au travail et au revenu. La crise actuelle renforcera globalement le chômage et la pauvreté. »

Déi Lénk demande donc d'améliorer la protection contre les licenciements et d'arrêter la précarisation. Contre le chômage, le parti propose l'introduction de la semaine des 35 heures et la création d'emploi dans les services publics. Enfin, le revenu minimum au Luxembourg devrait être majoré de 300 euros, et les salaires élevés ainsi que les entreprises devraient contribuer plus au financement de la Sécurité sociale.

Alors que l'autre parti de gauche radicale, le KPL, a opté pour un cap politique résolument anti-système, Déi Lénk semble indécis. Les documents relatifs à la campagne constituent en tout cas un étrange cocktail de revendications pragmatiques et de mots d'ordre gauchistes. D'un côté, on réclame plus de droits pour les représentant-e-s du personnel, une limitation des heures supplémentaires



Photomontage de 1933

et une meilleure protection des travailleurs à temps partiel - revendications pouvant faire l'objet d'un large consensus à gauche. De l'autre côté, on voudrait empêcher les licenciements dans les entreprises qui font des profits et prescrire une réduction du temps de travail sans perte de salaire - deux mesures contre-productives sur le plan économique.

Enfin, Déi Lénk affirme son attachement à un système d'Etat providence construit essentiellement autour du travail - et rejette donc aussi bien l'approche universaliste éprouvée dans les pays scandinaves que les utopies liées à l'introduction d'un revenu citoyen découplé du travail. Cela s'explique par l'adhésion des auteurs de ces textes à un des dogmes marxistes. Ainsi lit-on: « Chaque analyse et revendication relative à la question du 'travail' doit avoir pour but de renforcer les positions du travail - c'est-à-dire des salariés - par rapport au capital. » Décidément, entre l'option du réformisme ambitieux et celle de la préparation du Grand Soir, Déi Lénk n'a pas encore fait son choix. Il est vrai que pour un parti de gauche, au vu du positionnement centré du LSAP et des Verts, l'espace politique qui reste en friche est particulièrement large.

## SHORT NEWS

## Präventiv gegen die Demokratie

Nicht nur das Klimaabkommen in Kopenhagen scheint zu wanken - auch das Demokratieverständnis der dänischen Polizei ist nicht mehr up to date. Das jedenfalls ist den vielen Berichten im Internet und in der Presse zu entnehmen, die Tag für Tag über das nicht nur brutale sondern überaus befremdliche Vorgehen der dänischen Sicherheitsbehörden berichten. So wurde der deutsche Tazio Müller - Journalist in London und Deutschland und einer der Sprecher von Climate Justice Action - präventiv in Gewahrsam genommen. Die Verhandlung gegen ihn bleibt - aus „Sicherheitsgründen“ - der Öffentlichkeit vorenthalten. Dabei war er es, der vor wenigen Tagen mit der Globalisierungskritikerin Naomi Klein, „offensiv gewaltfreie Demonstrationen“ angekündigt hatte. Aber nicht nur Müller kam in den Genuss präventiver Verhaftungen. Tagtäglich werden Demonstranten willkürlich von der Straße gepflückt um dann bis zu zwölf Stunden auf Grundlage eines speziell vor dem Gipfel gestimmten Gesetzes unter menschenunwürdigen Bedingungen festgehalten zu werden. Gegen die wenigsten wird im Nachhinein ermittelt. Wer will, kann eine internationale Petition zur Freilassung Müllers und anderer „Klimagefangenen“ online unterschreiben: <http://www.petitiononline.com/Tazio/petition.html>

## Cannabinoïdes : l'exception sans règle

Dans une question parlementaire, le député ADR Jean Colombero a voulu savoir de la part du ministre de la santé où en était le gouvernement sur le thème des cannabinoïdes. Ces médicaments thérapeutiques ont la cote aux Etats-Unis en ce moment - tout particulièrement en Californie, où ils renflouent entre autre les caisses vides de l'Etat - mais servent surtout dans la lutte contre les douleurs chroniques des patient-e-s atteint-e-s de cancer, les dépressions ou encore les cas de troubles alimentaires. La réponse de Mars di Bartolomeo est encore une fois typique de l'attitude de nos gouvernants : surtout, ne pas innover. Si le ministre est bien au courant des avancées de la recherche dans ce domaine, il précise qu'« aucun des laboratoires produisant ces médicaments (à base de cannabinoïdes, ndlr) n'a à ce jour demandé une autorisation de mise sur le marché au Luxembourg ». Pourtant, une toute petite faille existe : si le médecin le prescrit, alors le pharmacien peut exceptionnellement importer et dispenser un tel médicament - à condition qu'il soit enregistré dans son pays d'origine. Mais tant que la barre est tellement haute, difficile d'espérer que ces produits deviennent populaires.

## Nic Klecker, der ewige Skeptiker

Seitdem er im Jahre 2000 den Vorsitz der neu geschaffenen „Commission consultative des droits de l'homme“ übernommen hatte, stand Nic Klecker unserer Zeitschrift mehrfach als Gesprächspartner zur Verfügung. Besonders der fragwürdige Umgang mit Asylsuchenden bereitete dem erklärten Menschenrechtler erhebliche Probleme. Er, der 1970 die Luxemburger Amnesty International Sektion mitgegründet hatte, machte sich zunächst wenig Freunde beim politischen Establishment. In einer Zeit wo etwa in Lateinamerika die Diktatur als „normale“ Form der Staatsführung galt, erhob Nic Klecker den Zeigefinger nicht nur gegenüber den Betreibern der Gulags im Osten, sondern hielt auch der westlichen Welt vor Augen, mit wem sie sich politisch hier und da verbündet hatte. Wer in den Siebzigern mit den AnhängerInnen von Salvador Allende sympathisierte wurde in der damaligen Monopolpresse auch schon mal in die kommunistische Ecke verwiesen. Nic Klecker war ein fast stoisch wirkender, gradliniger Intellektueller, der seine einfache Herkunft nie leugnete. In einem woxx-Interview bezeichnete er sich als Skeptiker, der sich die Menschenrechtserklärung als Kodex zu eigen gemacht hat. Der emeritierte Latein- und Französisch Lehrer starb in der Nacht zum Dienstag im Alter von 81 Jahren.